



#Balance ton cocktail !

Après un premier message très mystérieux, voici que le cabinet du ministre daigne enfin nous éclairer : le fameux « cocktail déjeunatoire » du 10 décembre n'est autre qu'un « **temps d'échanges sur les grands enjeux de l'administration pénitentiaire et sur l'avenir de la prise en charge pénale et pénitentiaire** ». Il est bien précisé qu'il s'agit d'un « **temps de travail** ».

Ouf, nous voilà rassurés ! Car, avouons-le, entre les restrictions budgétaires, les effectifs en berne et les services à l'agonie, ce qui manquait cruellement à notre quotidien, c'était bien un **buffet parisien** ... ah pardon, une réunion de travail (!), à 1000 agents (format bien connu pour favoriser l'intelligence collective !), pour discuter de l'avenir de la prise en charge pénale... autour de petits fours.

Un lieu tenu secret, une inscription sous surveillance... Le ministre et son cabinet ont tout prévu : pour éviter les intrus, l'adresse sera communiquée **ultérieurement** (on se croirait dans une mission secrète), et il fallait s'inscrire **avant vendredi 5 décembre 16h**, sous peine de se voir refuser l'entrée.

Le mail insiste : **chaque établissement et chaque SPIP doit être représenté**, sauf « contrainte exceptionnelle et sur accord du directeur interrégional ».

Une invitation qui s'est transformée en convocation ... La magie de Noël ?! Autrement dit, si vous ne voulez pas participer à la fête, le DI devra vous rédiger un mot d'absence.

Notre réponse ? Un boycott massif et assumé !

Face à cette invitation aussi décalée que le budget alloué à nos services, notre position reste inchangée : **boycottons ce « temps d'échanges » qui n'est qu'un écran de fumée** pour masquer le mépris affiché envers nos métiers et nos conditions de travail.

Le 10 décembre, restons sur le terrain, là où le travail se fait vraiment et, à 12h30, retrouvons-nous en visio pour un réel temps dédié aux SPIP. Nos organisations continueront de travailler à une réponse unitaire à la hauteur des attaques et des enjeux du moment.

Fait à Paris,
Le 08 décembre 2025,
L'UNDPIP, le SNEPAP-FSU et la CGT Insertion probation